



Toutes et tous, ensemble, mobilisé.es le 4 février pour l'emploi, les services publics et la jeunesse.

Depuis mars 2020 et plus encore depuis le mois de novembre l'ensemble des activités économiques, sociales et culturelles du pays sont gravement touchées par la pandémie. Les décisions gouvernementales régulièrement prises dans le désordre, l'incohérence et le manque d'anticipation aggravent la situation déjà désastreuse pour le monde du travail, la vie en société et la santé de nos concitoyen-ne-s.

Il est de la responsabilité de nos organisations d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives dès maintenant pour la préservation et le développement de l'emploi, des services publics, et l'avenir de la jeunesse.

Une mobilisation pour l'emploi, contre le chômage et la précarité doit être engagée dans le pays. L'année 2021 va être marquée par de nombreux plans sociaux, des vagues de licenciements, la non-reconduction d'emplois temporaires (CDD et intérim), des ruptures conventionnelles détournées, des fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services, y compris dans les domaines essentiels à la lutte contre la pandémie (l'industrie du médicament par exemple). La politique engagée par le gouvernement accentue le mouvement : rien pour les petits salaires (revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021), rien non plus pour les 1ers de corvée, exposés depuis le début de la pandémie. Toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021. Les réformes successives qui facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public, qui accordent des aides aux entreprises et aux actionnaires sans contrepartie, doivent être abandonnées et le pays doit s'engager dans une rupture radicale avec le modèle libéral qui conduit à la casse de l'appareil productif, des services publics et au dérèglement climatique.

Les services publics doivent être au centre du modèle économique et social pour construire et restaurer les conditions de l'avenir du pays. Dans le secteur de la santé, ce sont 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie. Dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur des plans d'urgence et des programmations pluriannuelles de créations de postes doivent être mis en place pour assurer la formation des jeunes, réparer les dégâts de la pandémie, lutter contre les inégalités d'accès aux savoirs, aux formations et à la culture qui se sont aggravées. Plus globalement ce sont l'ensemble des services publics (énergie, environnement, services sociaux, médicaments et matériel médical, etc.) et un haut niveau de

protection sociale qui vont permettre au pays de sortir du marasme dans lequel 30 ans de libéralisme nous ont conduit. Les besoins de la population et les chantiers sont immenses.

La jeunesse dans toutes ses composantes doit revenir au cœur des préoccupations du pays.

Elle est depuis le début de la pandémie la principale victime : accès au marché du travail dégradé, conditions de vie étudiante déplorables, isolement social, paupérisation, perspectives d'avenir incertaines, problèmes de santé. Les chiffres sont clairs : 47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim. A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte.

Dans ce contexte où les attaques liberticides du gouvernement se multiplient, nous affirmons que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent une réelle rupture dans les mesures politiques adoptées : création de millions d'emplois, partage et réduction du temps de travail, un plan de relance ambitieux, au service des salarié.es, de privé.es d'emplois, des fonctionnaires, des retraité.es, des jeunes pour renforcer les solidarités sociales, environnementales et intergénérationnelles.

C'est pourquoi, nos organisations CGT, FSU et Solidaires appellent, dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes et des mobilisations professionnelles déjà programmées (dans la santé le 21 janvier, l'éducation nationale le 26, ou l'énergie le 28), à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2021.

Montpellier le 25 janvier 2021